

Pays andins et Cuba : brèves n°10 de la semaine du 10 au 16 novembre 2017

(Avec la contribution des Services économiques de la région)

REGION

Fort dynamisme du commerce extérieur des pays de la zone attendu en 2017. Selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL) de l'ONU, les pays de la circonscription devraient enregistrer une progression particulièrement forte de leur commerce extérieur en comparaison des autres économies du continent (malgré le fort recul attendu des importations vénézuéliennes et, dans une moindre mesure, cubaines). La progression des exportations des pays de la circonscription serait notamment portée par un effet prix (environ 2/3 de la hausse), tandis que la progression des importations serait quasi-exclusivement due à cet effet prix (à l'exception de l'Equateur, pour lequel l'effet volume représenterait les 2/3 de la hausse, et explique le fort surplus de dynamisme de ses importations par rapport aux autres pays de la circonscription).

Variation en valeur, en glissement annuel

Pays / zone	Exportations	Importations
Bolivie	+8,1%	+5,7%
Colombie	+16,5%	+5,2%
Cuba	+4,1%	-7,7%
Equateur	+10,8%	+21,1%
Pérou	+14%	+5,1%
Venezuela	+4,9%	-21,8%
<i>Mercosur</i>	<i>+13,3%</i>	<i>+9,3%</i>
<i>Communauté andine</i>	<i>+13,8%</i>	<i>+7,7%</i>
<i>Amérique latine</i>	<i>+11,2%</i>	<i>+7,1%</i>

Note : Surinam et Guyana non-recensés

BOLIVIE

L'inflation cumulée à octobre 2017 atteint 2,29%. L'Institut national de statistique a indiqué que l'inflation sur les 10 premiers mois de l'année s'est élevée à 2,29%, avec notamment une évolution négative de -0,21% au mois d'octobre. Cette très légère baisse des prix a notamment été constatée dans les villes de Santa Cruz, Cobija, Sucre, Cochabamba et Potosi.

L'investissement public s'élèvera à 8 Mds USD en 2018. Le ministère de la planification a indiqué que l'année prochaine l'investissement public atteindra 8 Mds USD. Sa réalisation relèvera de l'Etat à hauteur de 6,2 Mds USD et des entreprises publiques pour environ 1,8 Md USD. On relèvera au demeurant que le taux d'exécution des 7,3 Mds USD d'investissement public prévus dans le budget 2017 n'est que de 38% à septembre 2017. La ministre du plan Mariana PRADO a avancé que cette année l'exécution de l'investissement public ne sera pas supérieure à 80% en raison des retards de certains projets dans le secteur des hydrocarbures.

COLOMBIE

Nette hausse du taux de croissance trimestrielle au 3Q17. Alors que la croissance s'était établie à 1,2% au premier semestre (chiffre révisé), elle est ressortie à 2% au T3, légèrement toutefois en-deça du consensus (2,1%) et, plus encore, des prévisions du ministère des finances (2,4%). L'activité a notamment été tirée par l'agriculture (+7,1%), les services financiers (+3,2%) et les services sociaux (+3,2%). Selon le ministère des finances, cette dynamique devrait se poursuivre au 4^e trimestre, avec une croissance attendue à 2,5%, soit une prévision pour l'ensemble de l'année ramenée à 1,8% contre 2% précédemment (pour mémoire, 1,6% dans le scénario central de la Banque du même nom).

Les prêts non-performants au plus haut depuis mai 2010. Les prêts en retard de paiement de plus de trente jours ont crû de 19 Mds COP en septembre, portant le total des prêts non-performants des banques locales à 432 Mds COP (soit 121 MEUR), soit un ratio de 4,47%.

CMA CGM réalise en Colombie le plus gros investissement français au cours des quatre dernières années. A travers sa filiale CMA TERMINAL HOLDINGS, le groupe français vient de s'associer à des partenaires colombiens pour développer et exploiter le port privé de Puerto Antioquia dans le golfe d'Urabá (extrême sud de la façade Atlantique de la Colombie). L'investissement total est estimé à 600 MUSD. Ce port permettra notamment de faciliter l'exportation par conteneurs des bananes colombiennes, dont 75% sont produites dans l'Urabá. Le début des travaux pourrait intervenir en mai/juin 2018.

CUBA

MOODY'S a abaissé la perspective de la dette de long terme de Cuba à « stable ». L'agence de notation MOODY'S a abaissé ce jeudi 9 novembre la perspective de la dette de long terme de Cuba à « stable » contre « positif » auparavant, la note en tant que telle restant inchangée à Caa2. Cette dégradation est notamment le fruit de la récente entrée en vigueur des restrictions aux échanges avec Cuba annoncées par Donald TRUMP avec une baisse prévisible de la fréquentation de touristes américains. Conjuguée aux résultats économiques catastrophiques du Venezuela, principale source de devises de Cuba, et aux dommages causés par le passage de l'ouragan Irma, elle conduit l'agence à estimer que Cuba restera en récession en 2017 (-0,5%) et à tabler sur une croissance modérée de 1,1% en 2018.

L'Union européenne versera une enveloppe de 18 MEUR afin de soutenir des projets d'énergies renouvelables à Cuba. Dans le cadre de l'accord de dialogue politique et de coopération récemment entré en vigueur, l'Union européenne et Cuba s'appêtent à signer une convention de financement de projets en matière d'énergies renouvelables, à hauteur de 18 millions d'euros. Le chef de la délégation de l'UE à Cuba a annoncé à cette occasion qu'un accord d'appui à l'agriculture durable résiliente était également prévu pour 2018.

Cuba et le CARICOM signent un accord de coopération. Le second protocole additionnel de l'Accord de la Communauté caribéenne (CARICOM) a été approuvé ce 9 novembre à Georgetown. Il intervient dans le contexte de la 45^{ème} session ordinaire du Conseil pour le développement économique et commercial (COTED), au cours duquel a été approuvé l'élargissement des préférences tarifaires pour plus de 300 produits au sein du CARICOM, dont une douzaine concerne Cuba.

EQUATEUR

Nouveaux investissements miniers. Le ministère des mines a annoncé des investissements équivalents à 970 MUSD pour la période 2017-2021, réalisés par les sociétés minières australiennes BHP BILLITON, HANCOCK PROSPECTING, NEWCREST MINING, FORTESCUE METALS GROUP et SOLGOLD. Les concessions minières, qui sont au demeurant toujours en attente d'approbation par le ministère des mines, sont localisées dans le bassin sud de l'Amazonie et dans les provinces d'Azuay et Imbabura.

Entrée en vigueur d'une nouvelle taxe sur les importations. Le 13 novembre dernier est entrée en vigueur la taxe de « contrôle douanier » mise en place par le gouvernement pour financer la lutte contre la contrebande. Cette taxe, dont le décret d'application n'est pas encore connu, est censée prélever 10 centimes d'USD pour chaque unité (non connue) de produit importé. Cette mesure (avec laquelle l'Etat espère collecter 900 MUSD en 2018) est perçue comme une nouvelle barrière commerciale allant à l'encontre des engagements de l'Equateur.

PEROU

Nouvelle baisse de 0,25 point du taux directeur. La Banque centrale de réserve a abaissé son taux directeur de 25 pdb à 3,25%. Cette nouvelle réduction, la quatrième sur les six derniers mois après 15 mois de stabilité, confirme l'assouplissement de la politique monétaire qui devrait se poursuivre compte tenu des prévisions d'inflation (2,3 % pour 2017 et 2,0 % pour 2018) qui se situent à l'intérieur de la cible de la Banque (entre 1% et 3%).

Excédent commercial de 4,2 Mds USD pour les 9 premiers mois de l'année 2017. La Banque centrale a annoncé ce résultat qui s'accompagne du résultat mensuel record du mois de septembre (961 MUSD), lequel Cet s'explique par une hausse des exportations de +30,8% (4,2 Mds USD) par rapport à septembre 2016. D'autre part, les importations n'ont augmenté que de +3,5% (3,3 Mds USD). L'institut d'émission estime que l'excédent annuel sera de l'ordre de 5 Mds USD en 2017 (1,9 Mds en 2016).

VENEZUELA

Le Venezuela et l'entreprise nationale pétrolière (PDVSA) sont placés en défaut partiel par les agences de notation STANDARD & POOR'S et FITCH RATINGS. La notation a été abaissée à SD (*Selective Default*) par S&P et à RD (*Restricted Default*) par FITCH à cause des retards dans le paiement des intérêts sur les obligations souveraines (199,6 MUSD) et pétrolières (2 Mds MUSD). Le gouvernement vénézuélien réitère sa volonté d'honorer ses engagements tout en appelant à une restructuration de la dette obligataire, estimée à 60 Mds USD.

L'Union européenne adopte des sanctions graduelles et réversibles à l'encontre du Venezuela. L'Union européenne instaure un embargo sur la livraison d'armes et de matériels répressifs. Ces sanctions sont complétées par un cadre juridique qui permettra l'établissement d'une liste d'entités naturelles ou juridiques qui pourront être sanctionnées pour leur implication dans la rupture de l'ordre démocratique. Les sanctions européennes, graduelles et réversibles, s'inscrivent dans la continuité des sanctions individuelles américaines et canadiennes qui visent, dans les deux cas, plus d'une quarantaine de personnalités.

La Russie rééchelonne à 10 ans le paiement de 3,15 Mds USD. Le remboursement du prêt russe s'étalera jusqu'en 2026, avec de faibles versements durant les six premières années. Cette annonce intervient juste avant la commission mixte qui se tiendra en Russie le 20 novembre.

Laurent CHARPIN
Chef du service économique de Bogotá